

Vendredi 24 novembre 2023

Annonces d'Elisabeth Borne à l'issue du Congrès des Maires 2023

**Villes de France salue un geste qui va dans le bon sens,
même s'il ne compense pas l'augmentation globale des dépenses.**

Villes de France accueille favorablement l'annonce d'un effort financier de la part de l'Etat, avec le réajustement de 100 millions d'euros supplémentaires sur l'évolution des crédits consacrés à la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), principal concours financier de l'Etat destiné aux communes et aux intercommunalités.

Ce geste porte ainsi en volume à 320 millions d'euros la progression de la DGF pour 2024, dans une période où l'inflation devrait amorcer une décrue tout en restant soutenue.

Cette augmentation de la DGF ne permettra néanmoins pas de compenser le fort recul des capacités d'investissement de nos collectivités qui font face à l'évolution de leurs dépenses et de leurs masses salariales et ce, sans recruter de nouveaux agents.

Notre association, dont les villes adhérentes sont particulièrement touchées par l'inflation et ses conséquences sur leur marge de manœuvre pour assurer un service public de qualité et maintenir un niveau d'investissement important, reste vigilante sur ces questions d'indexation, et sur les évolutions qui vont être accordées à tous les transferts financiers de l'Etat.

Dans ce contexte économique, Villes de France tient également à exprimer son intérêt à ce que le Comité des Finances Locales et les grandes associations nationales d'élus travaillent activement et de concert avec la Ministre Dominique Faure sur la question des dépenses et des recettes des collectivités, ce qui devrait permettre une meilleure prise en compte des charges de centralité au sein de la DGF.

Au regard des enjeux majeurs pour les villes moyennes, leurs intercommunalités et leurs habitants, un dialogue soutenu et suivi avec le Gouvernement est essentiel. Une analyse de la situation budgétaire spécifique aux villes de la strate des Villes de France doit être réalisée afin que les mesures nécessaires soient prises pour les accompagner, dans ce contexte particulièrement dégradé.

Contact : armand.pinoteau@villesdefrance.fr

Présidée par Gil AVÉROUS, maire de Châteauroux, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes de 10 000 à 100 000 habitants et leurs intercommunalités qui forment l'armature urbaine de notre pays. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française.